



# Assemblée générale

Distr. générale  
16 janvier 2004

**Cinquante-huitième session**  
Point 155 de l'ordre du jour

## Résolution adoptée par l'Assemblée générale

[sur le rapport de la Sixième Commission (A/58/517)]

### **58/248. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 3499 (XXX) du 15 décembre 1975, portant création du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, et les résolutions qu'elle a adoptées par la suite sur le même sujet,

*Rappelant également* sa résolution 47/233 du 17 août 1993 relative à la revitalisation de ses travaux,

*Rappelant en outre* sa résolution 47/62 du 11 décembre 1992 relative à la représentation équitable au Conseil de sécurité et à l'augmentation du nombre de ses membres,

*Prenant note* du rapport du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité<sup>1</sup>,

*Rappelant* les éléments de sa résolution 47/120 B du 20 septembre 1993 qui concernent les travaux du Comité spécial,

*Rappelant également* sa résolution 51/241 du 31 juillet 1997 relative au renforcement du système des Nations Unies, et sa résolution 51/242 du 15 septembre 1997 intitulée « Supplément à l'Agenda pour la paix », en annexe à laquelle figurent les textes qu'elle a adoptés en ce qui concerne la coordination et la question des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies,

*Rappelant en outre* que la Cour internationale de Justice est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies, et réaffirmant l'autorité et l'indépendance de cet organe,

*Jugeant souhaitable* de trouver des moyens pratiques de renforcer la Cour, eu égard en particulier aux besoins qui découlent de l'alourdissement du rôle,

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément n° 47 (A/56/47).

*Prenant note* des progrès des travaux consacrés au document de travail révisé sur les méthodes de travail du Comité spécial, tel qu'amendé,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général sur le *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies* et le *Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité*<sup>2</sup>,

*Rappelant* sa résolution 57/24 du 19 novembre 2002,

*Ayant examiné* le rapport du Comité spécial sur les travaux de sa session de 2003<sup>3</sup>,

*Prenant note avec satisfaction* des travaux accomplis par le Comité spécial pour encourager les États à s'attacher à la nécessité de prévenir et de régler pacifiquement les différends interétatiques qui risquent de compromettre la paix et la sécurité internationales,

1. *Prend acte* du rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation<sup>3</sup> ;

2. *Décide* que le Comité spécial tiendra sa prochaine session du 29 mars au 8 avril 2004 ;

3. *Prie* le Comité spécial, à sa session de 2004, conformément au paragraphe 5 de sa résolution 50/52 du 11 décembre 1995 :

a) De poursuivre l'examen de toutes les propositions concernant la question du maintien de la paix et de la sécurité internationales sous tous ses aspects afin de renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies et, dans ce contexte, d'examiner les autres propositions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales dont il est déjà saisi ou dont il pourrait être saisi à sa session de 2004 ;

b) De continuer à examiner, à titre prioritaire, la question de la mise en œuvre des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte, en engageant un débat de fond sur tous les rapports du Secrétaire général se rapportant à la question<sup>4</sup> et les propositions présentées sur ce sujet ;

c) De continuer à inscrire à l'ordre du jour la question du règlement pacifique des différends entre États ;

d) De poursuivre l'examen des propositions concernant le Conseil de tutelle, à la lumière du rapport présenté par le Secrétaire général en réponse à sa résolution 50/55 du 11 décembre 1995<sup>5</sup>, du rapport du Secrétaire général intitulé « Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes »<sup>6</sup> et des vues formulées sur la question par les États aux sessions précédentes ;

e) De continuer à examiner, à titre prioritaire, les moyens d'améliorer ses méthodes de travail et de renforcer son efficacité en vue de rechercher les mesures dont l'application à l'avenir serait largement acceptée ;

---

<sup>2</sup> A/58/347.

<sup>3</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément n° 33 (A/58/33)*.

<sup>4</sup> A/48/573-S/26705, A/49/356, A/50/60-S/1995/1, A/50/361, A/50/423, A/51/317, A/52/308, A/53/312, A/54/383 et Add.1, A/55/295 et Add.1, A/56/303, A/57/165 et Add.1 et A/58/346.

<sup>5</sup> A/50/1011.

<sup>6</sup> A/51/950 et Add.1 à 7.

4. *Invite* le Comité spécial à continuer, à sa session de 2004, de rechercher les sujets nouveaux dont il pourrait entreprendre l'étude pour favoriser la revitalisation des travaux de l'Organisation des Nations Unies ;

5. *Note* que le Comité spécial est disposé, dans le contexte de l'examen de la question relative à l'assistance aux groupes de travail sur le renforcement du rôle de l'Organisation et à la coordination entre le Comité et les autres groupes de travail qui s'occupent de la réforme de l'Organisation, à prêter, dans le cadre de son mandat, l'assistance que pourraient solliciter les autres organes subsidiaires de l'Assemblée générale pour examiner telle ou telle question dont ils seraient saisis ;

6. *Prie* le Comité spécial de lui présenter un rapport sur ses travaux à sa cinquante-neuvième session ;

7. *Prend acte* des paragraphes 42 et 43 du rapport du Secrétaire général<sup>2</sup>, félicite celui-ci de ce qu'il continue de faire pour réduire le retard de publication du *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies*, et appuie les initiatives qu'il a prises pour résorber l'arriéré de publication du *Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité* ;

8. *Encourage* le Secrétaire général dans ses efforts persistants pour éliminer l'arriéré du *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies* et du *Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité*, notamment en étudiant les solutions fondées sur la coopération avec les établissements universitaires qui ne compromettraient pas la parution régulière desdits répertoires ;

9. *Salue* l'initiative du Secrétaire général visant à placer sur Internet les études du *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies* ;

10. *Prie* le Secrétaire général de faire le maximum, dans les limites du budget approuvé, pour que toutes les versions dudit *Répertoire* soient, dès que possible, accessibles par voie électronique ;

11. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-neuvième session un rapport sur le *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies* et sur le *Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité* ;

12. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-neuvième session la question intitulée « Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation ».

79<sup>e</sup> séance plénière  
23 décembre 2003